Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 17 (1925)

Heft: 4

Artikel: Les comptes annuels de l'Union syndicale suisse pour 1924

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383547

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 29.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

18 mai 1920, que l'adoption de cette initiative ne peut être prélevée sur les bénéfices de guerre, puisque cet impôt est du domaine du passé, et que ce n'est que par esprit démagogique que cet impôt est mentionné dans le texte de l'initiative. Ce reproche est injustifié. Il faut considérer qu'au moment du lancement de cette initiative et même de son dépôt, l'impôt sur les bénéfices de guerre se percevait. Il eût été possible d'opérer le prélèvement en question. Au surplus, depuis le moment du dépôt de l'initiative, en janvier 1920, jusqu'à fin 1922, il est rentré encore une somme de 160 millions d'impôt sur les bénéfices de guerre. Le Conseil fédéral eût pu maintenir le taux de cet impôt. Les initiants ne pouvaient supposer que le Conseil fédéral en abaisserait le taux pour 1920 et, de plus, qu'il le supprimerait le 14 juillet 1922 avec effet rétroactif à fin 1920. C'est à lui qu'incombe la responsabilité d'avoir empêché le prélèvement de cette somme de 250 millions sur les bénéfices de guerre. Il est dès lors mal placé en faisant le reproche de démagogie aux initiants.

L'adoption de l'initiative nécessiterait, d'après le Conseil fédéral, une nouvelle perception de l'impôt de guerre, puiqu'il faudrait distraire du montant de l'impôt sur les bénéfices de guerre déjà perçus une somme de 250 millions. Ce n'est qu'à cette condition qu'il serait possible de couvrir les frais de mobilisation pour les-

quels ces impôts étaient destinés.

Lors des délibérations concernant la revision constitutionnelle pour l'introduction du deuxième impôt de guerre et au moment de la votation populaire, on avait établi les comptes suivants: Les frais de mobilisation jusqu'à fin 1918 étaient évalués à 1000 millions de francs. Le premier impôt de guerre a produit 100 millions de francs, l'impôt sur les bénéfices de guerre 300 millions de francs. 400 millions devaient être ainsi couverts. Le deuxième impôt de guerre devait produire les 600 millions encore nécessaires pour couvrir les dépenses totales de mobilisation.

Or, le premier impôt de guerre et l'impôt sur les bénéfices de guerre ont produit à la fin 1922 plus de 651 millions de francs, c'est-à-dire 250 millions de plus qu'il n'avait été prévu. La somme demandée par l'initiative en faveur des assurances sociales est donc trouvée et le deuxième impôt de guerre ne demandera pas plus

qu'il n'avait été prévu dès le début.

Dans une étude consacrée à l'initiative Rothenberger, notre camarade Klöti, conseiller national de Zurich, dont la compétence en matière financière ne peut être mise en doute, émet l'avis que le deuxième impôt de guerre n'exigera pas einq prélèvements, les quatre qui sont prévus suffiront selon lui. D'après l'arrêté fédéral du 6 juin 1923, dit-il, les frais de mobilisation comportent au 31 décembre 1918. . . fr. 1,160,000,000

» 651,000,000

Le deuxième impôt de guerre produira dès lors fr. 508,000,000

soit, avec les sommes encore à retirer d'impôts arriérés sur les bénéfices de guerre, au plus 500 millions de fr. au lieu des 600 millions prévus lors de la votation. Si l'on y ajoute les 250 millions destinés au fonds des assurances, cela fera un total de 750 millions. Si donc, malgré la plus-value de 250 millions, la somme totale dépasse encore de 150 millions les 600 millions prévus au début, cela tient à ce que les frais de mobilisation atteignirent finalement, eux aussi, 1160 millions au lieu de 1000 millions indiqué avant la votation populaire sur l'impôt de guerre.

La création d'un fonds hâtera certainement la réalisation des assurances sociales. M. Rothenberger ne fut

pas le seul à en émettre l'idée au cours des discussions dans les commissions fédérales traitant des assurances. Le conseiller national Hirter suggéra en 1919 un emprunt à prime de 400 millions. Le conseiller national Mosimann, reprenant l'idée de la motion Götschel, proposait un prélèvement unique sur la fortune de 1200 millions de francs dans la pensée que l'on abandonnerait l'impôt fédéral sur les successions. Le capital de ce fends produirait annuellement 60 millions.

L'argument qui prétend que 250 millions seront insuffisants, n'est pas à retenir. Les ressources complémentaires pourront être et devront être trouvées par la Confédération. Ce sera la tâche de demain. L'initiative Rothenberger a l'immense avantage de ne pas faire reposer toute la charge des assurances sur les consommateurs, et c'est là un fait qui doit engager tous les ouvriers et employés à l'appuyer de toutes leurs forces.

A l'œuvre donc, et travaillons avec méthode et persévérance à la faire triompher. Ch. Schürch.



Les comptes annuels de l'Union syndicale suisse pour 1924

Les comptes annuels pour 1924 ne sont pas aussi favorables que ceux des années précédentes. Les recettes en cotisations, qui dépendent uniquement de l'effectif des membres, diminuèrent d'environ 14,000 francs. Voici le relevé des sommes perçues en cotisations depuis 1920:

1920 Fr. 102,268.40 1921 » 133,506.40 1922 » 123,756.60 1923 » 112,414.41 1924 » 98,416.39

Nous espérons avoir dépassé le point le plus bas; si non, il y aurait lieu d'envisager de nouvelles ressources à trouver pour compenser cette moins-value. Les recettes totales ont atteint, en 1924, la somme de fr. 160,864 64 ct. Aux recettes en cotisations s'ajoute la subvention fédérale.

Les dépenses totales furent, en 1924, de fr. 160,496 50 ct.; l'équilibre paraît ainsi établi. Mais si nous considérons les postes de plus près, nous constatons plutôt un déficit. Les dépenses pour buts généraux figurent pour fr. 25,650.50. Cette somme ne comprend pas la dépense pour le procès-verbal du congrès syndical de 1924 parce qu'il n'était pas imprimé à la fin de l'année dernière. Ce poste serait augmenté d'environ fr. 3000.—.

Les subventions et cotisations à diverses organisations locales ont atteint, en 1924, leur point culminant. Les cotisations à la F.S.I. sont fixées par les statuts de cette organisation. A cette somme s'ajouta une contribution volontaire extraordinaire pour compenser la moins-value en cotisations due aux pays à monnaie dépréciée. Les cotisations à la centrale d'éducation sont également fixées par les statuts. Par contre, on espère qu'avec l'amélioration des conditions économiques, il sera possible de diminuer les subventions aux secrétariats ouvriers.

Au chapitre III, comité syndical et secrétariat, une modification est due au fait que le collaborateur du camarade Greulich durant de longues années, le camarade Morf, âgé de 85 ans, a été pensionné. Les dépenses pour délégations, conférences, congrès, furent énormes. Elles dépassèrent même les prévisions budgétaires. Les causes en reviennent aux dépenses pour la congrès de Vience et en capacité de Tenences pour la congrès de

Vienne et au congrès de Lausanne.

Dépenses. I. Buts généraux. 6. «Gewerkschaftliche Rundschau» et «Revue syndicale»: 1. Impression et expédition 2. Collaborateurs et traductions 7. Correspondances syndicales 8. Statistique syndicale 9. Procès-verbaux et imprimés: 1. Congrès syndical 2. Commission syndicale 10. Rapport du Comité 1920—24 11. Autres imprimés	Caisse principale Fr. 98,416.39 567.45 4,355.80 25,000.— 2,000.— 130,339.64 13,688.70 561.55 812.80 2,796.10 1,287.05 1,741.— 3,756.40 1,006.90 25,650.50	Secrétariat ouvrier de Zurich Fr. 525. — 30,000. — — 30,525. —	Total Fr. 98,416. 39 567. 45 4,880. 80 55,000. — 2,000. — 160,864. 64 13,688. 70 561. 55 812. 80 2,796. 10 1,287. 05 1,741. — 3,756. 40 1,006. 90	Fr. 100,000. — 3,000. — 55,000. — 158,000. — 1,000. — 3,000. — 3,000. — 1,500. —
1. Cotisations statutaires des fédérations 2. Imprimés 3. Intérêt, ristourne 4. Subvention fédérale 5. Remboursements Dépenses I. Buts généraux 6. «Gewerkschaftliche Rundschau» et «Revue syndicale»: 1. Impression et expédition 2. Collaborateurs et traductions 7. Correspondances syndicales 8. Statistique syndicale 9. Procès-verbaux et imprimés: 1. Congrès syndical 2. Commission syndicale 10. Rapport du Comité 1920—24 11. Autres imprimés	98,416. 39 567. 45 4,355. 80 25,000. — 2,000. — 130,339. 64 13,688. 70 561. 55 812. 80 2,796. 10 1,287. 05 1,741. — 3,756. 40 1,006. 90		98,416. 39 567. 45 4,880. 80 55,000. — 2,000. — 160,864. 64 13,688. 70 561. 55 812. 80 2,796. 10 1,287. 05 1,741. — 3,756. 40	100,000. — 3,000. — 55,000. — 158,000. — 14,000. — 600. — 1,000. — 3,000. —
1. Cotisations statutaires des fédérations 2. Imprimés 3. Intérêt, ristourne 4. Subvention fédérale 5. Remboursements Dépenses I. Buts généraux 6. «Gewerkschaftliche Rundschau» et «Revue syndicale»: 1. Impression et expédition 2. Collaborateurs et traductions 7. Correspondances syndicales 8. Statistique syndicale 9. Procès-verbaux et imprimés: 1. Congrès syndical 2. Commission syndicale 10. Rapport du Comité 1920—24 11. Autres imprimés	13,688.70 561.55 812.80 2,796.10 1,287.05 1,741.— 3,756.40 1,006.90	30,000. —	13,688. 70 561. 55 812. 80 2,796. 10 1,287. 05 1,741. — 3,756. 40	3,000. — 55,000. — 158,000. — 158,000. — 600. — 1,000. — 3,000. —
Dépenses. I. Buts généraux. 6. «Gewerkschaftliche Rundschau» et «Revue syndicale»: 1. Impression et expédition 2. Collaborateurs et traductions 7. Correspondances syndicales 8. Statistique syndicale 9. Procès-verbaux et imprimés: 1. Congrès syndical 2. Commission syndicale 10. Rapport du Comité 1920—24 11. Autres imprimés	13,688.70 561.55 812.80 2,796.10 1,287.05 1,741.— 3,756.40 1,006.90	30,525. — — — — — — — —	13,688.70 561.55 812.80 2,796.10 1,287.05 1,741.— 3,756.40	14,000. — 600. — 1,000. — 3,000. —
I. Buts généraux. 6. «Gewerkschaftliche Rundschau» et «Revue syndicale»: 1. Impression et expédition 2. Collaborateurs et traductions 7. Correspondances syndicales 8. Statistique syndicale 9. Procès-verbaux et imprimés: 1. Congrès syndical 2. Commission syndicale 10. Rapport du Comité 1920—24 11. Autres imprimés	561. 55 812. 80 2,796. 10 1,287. 05 1,741. — 3,756. 40 1,006. 90		561. 55 812. 80 2,796. 10 1,287. 05 1,741. — 3,756. 40	600. — 1,000. — 3,000. — 3,000. —
9. Procès-verbaux et imprimés: 1. Congrès syndical	1,287. 05 1,741. — 3,756. 40 1,006. 90		1,287. 05 1,741. — 3,756. 40	3,000. —
	25,650.50		1,000.00	5,000. —
		_	25,650. 50	28,100. —
13. Subventions aux cartels syndicaux cantonaux pour leur secrétariat: (Comptes 1924) (Budget 1925) 1. Argovie . Fr. 1000.— Fr. 1000.— 2. Bâle-Campagne . 2000.— 1500.— 3. Genève . 2500.— 2500.— 4. Glaris . 2500.— 2500.— 5. Grisons . 1500.— 1500.— 6. Lucerne . 1000.— 1000.— 7. Neuchâtel . 1000.— 1000.— 8. St-Gall . 1500.— 1500.— 9. Schwyz . 1500.— 1000.— 10. Soleure . 1000.— 1000.— 11. Tessin . 5000.— 5000.— 12. Thurgovie . 1000.— 1000.—	4,854. 45 12,302. 05		4,854. 45 12,302. 05	3,500. — 12,500. —
14. Cotisations et subventions à d'autres organisations	470. 55	_	470. 55	1,000. —
	39,627.05		39,627. 05	38,000. —
16. Indemnité forfaitaire et pension 17. Traductions 18. Délégations, conférences, congrès 19. Installation de bureau et matériel 20. Location, lumière, nettoyage, chauffage 21. Ports, téléphone, télégraphe 22. Journaux, périodiques, livres 23. Assurances 24. Impôts	41,850. — 190. 35 8,588. 45 3,335. 90 7,098. 05 1,985. 75 1,201. 64 725. 70 988. 20	21,000. — 1,200. — 1,360. 15 168. 50 4,047. 95 804. 35 674. 05 —	62,850. — 1,200. — 190. 35 9,948. 60 3,504. 40 11,146. — 2,790. 10 1,875. 69 725. 70 988. 20	56,000. — 15,600. — 500. — 7,000. — 3,000. — 8,600. — 3,000. — 2,000. — 1,000. —
	65,964. 04	29,255. —	95,219. 04	97,700. —
II. Cotisations et subventions	25,650. 50 39,627. 05 65,964. 04		25,650. 50 39,627. 05 95,219. 04	28,100. — 38,000. — 97,700. —
	131,241. 59	29,255. —	160,496. 59	163,800. —
Dépenses 1	130,339. 64 131,241. 59 — 901. 95	30,525. — 29,255. —	160,864.64 160,496.59 + 368.05	158,000. — 163,800. — — 5, 00. —

Cotisations versées par les fédérations à l'Union syndicale en 1924.

	Cotisations arriérées	Cotisations dûes pour 1924				. 1
Fédérations	payées en 1924	pour membres payants		Sommes	Payé	Arriéré
	pour 1924	masculins à 80 ct.	féminins et à dom, à 40 ct.	Summes		
	Fr.			Fr.	Fr.	Fr.
1. Ouvriers du bois et bâtiment	 1546. 59	12,293 1,666	463	9,834. 40 1,518. — 799. 60	9,834.40 759.— 799.60	759. —
4. Fédération des choristes et corps de ballet	_	941	117 ?	?	_	?
5. Cheminots	_	36,265 7,654	2,637	29,012. — 7,178. —	29,012. — 7,178. —	_
7. Chapeliers	_	75 848	49	79. 60 678. 40	79. 60 678. 40	?
9. Métallurgistes et horlogers	_	23,650 10,416	5,015	20,926. — 8,332. 80	20,926. — 8,332. 80	_
11. Papier et arts graphiques	=	1,058 7,297	292	963. 20 5,837. 60	963. 20 5,837. 60	_
12. Employés des postes	_	874	648	958.40	958.40	=
14. Employés des télégraphes	=	355 1,311	_	284. — 1,048. 80	284. — 1,048. 80	_
16. Ouvriers du textile en fabrique	772. —	3,885	4,301 3,144	4,828.40 1,257.60	4,828. 40 628. 80	628. 80
18. Typographes	=	4,750 186		3,800. — 148. 80	3,800. — 148. 80	=
Cotisations arriérées 1923	2318. 59	113,524	16,666	97,485. 60	96,097. 80 2,318. 59	1387. 80
Total des cotisations rentrées en 1924				Ť	98,416. 39	

Les dépenses pour loyer diminueront à l'avenir. Les locaux de Zurich ont été réduits considérablement.

La fortune de l'Union syndicale enregistre une pe-

tite diminution de fr. 97,825.96 à fr. 95,263.22

Le tableau suivant donne un aperçu du développe-ment du mouvement de la caisse. Il y a lieu de faire remarquer que jusqu'en 1921, le solde en caisse était contenu dans le bilan et que depuis cette année-là, la subvention fédérale figure pour la première fois dans les recettes de l'Union syndicale suisse.

Développement du mouvement de la caisse de l'Union syndicale suisse depuis 1909.

	7.1		o
Année	Bilan	Fortune	Souscriptions
	Fr.	Fr.	Fr.
1909	49,857.15	9,454.99	26,736.92
1910	43,453.90	12,232.63	7,770.57
1911	36,391.82	12,963.34	10,950.93
1912	26,396.93	13,621.41	1,398.10
1913	28,237.59	8,019.88	5,851.—
1914	31,797.22	9.30	16,559.20
1915	28,160.97	10,345.66	
1916	28,163.82	13,466.01	4,672.35
1917	45,566,08	10,885.95	10,554.25
1918	70,651.73	19,141.72	6,420.—
1919	119,697.43	30,534.22	8,950.—
1920	143,254.02	36,088.35	103,743.40
1921	225,340.69	97,963.44	548,310.35
1922	196,313.30	110,443.52	238,943.76
1923	174,622.—	97,825.96	128,855.11
1924	160,864.64	95,263.22	172,780.65

Des comptes ont été tenus pour des buts spéciaux au côté du compte général. Ils concernaient le fonds de solidarité, la grève nationale des tailleurs sur mesure, la revision de l'article 41 de la loi sur les fabriques, l'aide aux syndicats allemands et aux affamés de la classe ouvrière allemande. Pour tous ces buts, une recette de fr. 172,780.65 fut enregistrée.

Le budget pour 1925 n'offre rien de particulier à signaler. Il prévoit un déficit de fr. 5800.—. Toutefois, il est à supposer qu'il sera passablement diminué si aucune dépense extraordinaire ne deviendra nécessaire.

Les comptes et le budget montrent que les suggestions faites au congrès de Lausanne et tendant à agrandir le secrétariat, ne sont pas encore réalisables. Il ne serait pas raisonnable de provoquer de nouvelles institutions quand la base financière fait défaut. D'autre part, il serait bon qu'une partie des membres et des organisations qui s'enthousiasment si facilement pour de grandes entreprises coopératives et qui en veulent à l'Union syndicale lorsqu'elle ne s'emballe pas pour chaque projet de ce genre qui lui est soumis, reconnaisse finalement, en considérant les comptes, que l'Union syndicale n'et pas un institut financier pouvant jeter l'argent par les fenêtres. Elle est obligée de se limiter au programme qui lui est tracé, si elle ne veut pas risquer de ne pouvoir le réaliser faute de moyens.



Statistique des loyers

Donnant suite au désir exprimé dans une conférence des représentants des fédérations centrales patronales et ouvrières, l'Office fédéral du travail a or-donné en janvier 1924 une enquête sur le prix des loyers. Cette enquête a eu lieu dans 29 localités importantes de la Suisse et fut faite en commun avec les autorités communales. La documentation recueillie fut